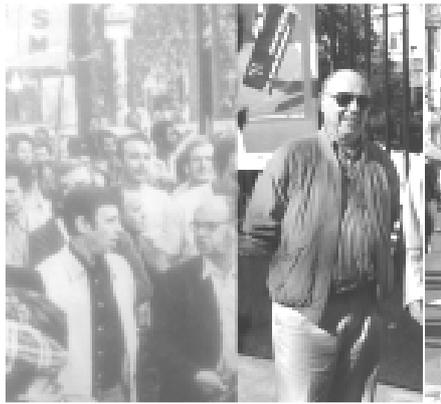


La perspective politique bloque les luttes de travailleurs ? **Seules les luttes peuvent débloquent la perspective politique !**

Notre camarade Michel Paquet nous a quittés



Nous venons d'apprendre avec une grande tristesse le décès, dans la soirée du 25 novembre 2014, de notre camarade Michel Paquet, à l'âge de 82 ans.

Michel résistait depuis des années à la maladie mais son état s'était gravement détérioré ces derniers mois. En octobre et au début du mois novembre, nos camarades Josette Gawsewitch et Simone Forgues sont allées successivement le visiter à l'hôpital des Sables-d'Olonne où, déjà malade, il avait choisi de se retirer il y a deux ans. Elles lui ont apporté les messages d'affection, de soutien et de remerciement de la direction de section et de nombreux camarades.

Michel était un enfant de la classe ouvrière du 15^{ème} où il est né et resté presque toute sa vie, rue Paul Barruel. Typographe, il rentre à l'Imprimerie nationale à son retour de la Guerre d'Algérie, épreuve qui l'a profondément marqué. Il adhère à la CGT et au PCF en 1959. Il est rapidement choisi par ses camarades pour être secrétaire de la

Suite page 2

Ci-dessous le texte du tract distribué aux manifestants « contre l'austérité » le 15 novembre 2014. Il reprend notre analyse de la situation générale et notre appel à l'organisation des luttes.

*41 milliards d'euros par an pour le patronat, 50 milliards d'euros de coupes des budgets publics et sociaux : **Hollande et Valls sont en train de réaliser le plus grand transfert – en un coup – du travail, des différentes formes de salaire socialisé vers le capital.** Ils ont osé appeler cela le « pacte de responsabilité ». La Sécurité sociale, dans toutes ses branches – retraite, maladie, famille – est, notamment, directement attaquée.*

En rien, communistes, nous ne sommes surpris des orientations de Hollande. Refuser un nouveau blanc-seing à Sarkozy en 2012 ne signifiait en rien une confiance dans Hollande, son complice dans la campagne du référendum européen de 2005. **Très lourdes sont les responsabilités de ceux qui ont semé des illusions sur l'alternance avec Hollande en 2012. Ils ne sont pas drôles quand ils font semblant de découvrir aujourd'hui leur « erreur ».**

Nous pouvons encore moins aujourd'hui – alors que le système a recours de façon renouvelée aux extrêmes-droites – laisser l'aspiration au changement et les luttes qui l'expriment être canalisées à « gauche » dans une nouvelle illusion électorale d'ici 2017 : Pas plus la reconstitution d'une alternance réformiste avec des « frondeurs » sur la base du programme de Hollande de 2012 que le recours à un gauchisme institutionnel derrière tel ou tel sauveur populiste !

La perspective politique de changement ne peut partir que des luttes, de l'analyse de la situation, des enseignements de la dernière période.

La politique de Hollande, prolongeant celle de Sarkozy, suscite un rejet très large. Les désaveux électoraux cinglants enregistrés par le gouvernement en 2014 en ont été une illustration. **Mais cela n'empêche pas – au contraire – le pouvoir, avec maintenant Valls, de charger la barque des mauvais coups.** La « réforme » territoriale s'apprête à accélérer la destruction des services publics et de la démocratie locale en façonnant une France néo-féodale suivant le modèle de « l'Europe des régions » conçue pour être asservie aux puissances d'argent. SNCF, Poste : la casse structurelle des grands services publics nationaux est accélérée. PSA, Alstom etc. : L'Etat appuie les restructurations capitalistes dans l'industrie détruisant la production en France répondant aux besoins de la population.

Hommage à Michel Paclet—suite d l p. 1

cellule Trébuchon puis membre du Comité de section de la section d'entreprise de l'IN.

Il participe activement à la mobilisation ouvrière pour la paix en Algérie, contre les crimes de l'OAS, avec tous les communistes, les syndicalistes CGT et les militants du mouvement de la Paix du 15^{ème}.

Pendant 30 ans, il est de toutes les batailles politiques menées à l'entreprise par le Parti, par ses militants du livre et de la presse, depuis la solidarité avec les mineurs en grève du Nord en 1963, à celle avec les 10 de Renault en passant par la lutte du Parisien, la lutte contre la guerre du Viêt-Nam. Il fait un passage dans cette structure ouvrière spécifique de l'IN qu'était la Commandite.

Il est naturellement de toutes les luttes du syndicat et du Parti contre les projets successifs de démantèlement de l'IN – un véritable acharnement – poursuivis par les gouvernements successifs : pour que la création de l'usine de Douai ne se fasse pas aux dépens de l'usine et des activités historiques, contre les projets de délocalisation, contre la casse du statut. Bien après son départ à la retraite, jusqu'au bout en 2004, il a accompagné la résistance des salariés de l'IN, avec la section du PCF Paris 15.

Dans les années 90, il se retrouve pleinement dans le refus des abandons et reniements engagés par la direction du PCF après la « Mutation ». Il s'investit encore davantage dans les activités de notre section, du tract distribué au métro Convention le dimanche à l'affiche collée avec les jeunes du 15^{ème}, chaque jour de la campagne contre le projet de « constitution » européenne en 2005. Et cela jusqu'à son départ de Paris.

Affable, il intervenait avec calme et précision dans les réunions politiques et syndicales, dans les congrès, pour affirmer la nécessité du maintien et du renforcement des organisations révolutionnaires historiques de la classe ouvrière en France, dont il aura été un élément respecté et aimé de ses camarades.

Selon ses volontés, Michel a été incinéré rapidement. Il a demandé que toute contribution pour ses obsèques soit versée à la section.

Pourtant – CONSTATATION ESSENTIELLE - pas plus que Sarkozy et Fillon, Hollande et Valls ne remportent la bataille des idées.

Ni les uns ni les autres n'osent plus vraiment brandir le prétexte des contraintes européennes et la défense de l'euro pour justifier leur politique de casse sociale. Le rejet de classe de l'Union européenne a encore progressé. Le chantage aux « déficits publics » à combler tient encore moins. Il est tellement évident que c'est eux-mêmes qui les creusent. Le scandale à épisodes de l'écotaxe, gage d'Etat portée par deux gouvernements successifs, finit d'éclater : des centaines de millions d'euros d'argent public balancés par la fenêtre par an au nom de la défense de l'environnement !

La propagande de l'idéologie dominante, à défaut de convaincre, vise bien plutôt à pousser à la résignation, au repli sur soi, à la haine ou à la violence sans cause. Le gouvernement se montre très complaisant avec les mouvements les plus réactionnaires, invités à s'emparer du pavé : patrons routiers, notaires, lobbys « familles ». A l'inverse, il fait déverser des torrents d'injures contre les mouvements de salariés en lutte, comme celui des cheminots en juin.

Tout est fait pour minimiser l'essentiel : l'existence et la recherche de luttes sociales organisées contre la politique au service du capital. Parce que les forces existent dans notre pays pour la mettre en échec.

Pour nous communistes, la question primordiale reste plus que jamais : « Sur quoi bute le mouvement social ? ». Revenons sur plusieurs expériences récentes :

En 2009, des millions d'usagers ont exprimé leur rejet de la casse du service public postal. Mais le mouvement a été canalisé vers l'illusion d'un changement électoral en 2012 et dévié de la remise en cause fondamentale des directives européennes de concurrence. Aujourd'hui la direction de La Poste, sous la tutelle de Montebourg jusqu'en septembre, a supprimé 6000 emplois depuis le début de l'année, augmente le prix du timbre de 15%, prépare la liquidation de l'essentiel de la branche courrier. Pourtant des dizaines de luttes dans le pays, faisant jonction souvent avec le rejet de la « réforme » territoriale se développent et attendent un axe de convergence. Communistes, nous travaillons à NATIONALISER LA BATAILLE POUR LA POSTE.

En juin 2014, les cheminots ont mené une bataille de très haut niveau contre la « réforme ferroviaire ». Ils ont pris à contrepied le gouvernement qui avait anticipé une petite grève de principe qu'auraient désamorcée quelques amendements parlementaires de convenance. La force, la conscience, la jeunesse de l'action des cheminots préservent aujourd'hui les possibilités, dans cette entreprise cruciale pour le mouvement ouvrier et ses acquis sociaux, de nouvelles luttes contre l'application de la loi de dissolution de la SNCF et du statut des cheminots.

Des démonstrations importantes ont été faites. La recherche de l'unité la plus large des organisations, y compris avec des organisations réformistes et de collaboration, est une impasse pour le rassemblement dans l'action. **La « gauche » gouvernementale – « frondeurs » compris – a fait corps dans les institutions lorsqu'il a fallu contrer le mouvement ouvrier.** Les mots d'ordre de repli - « une autre réforme » -ne mobilisent pas efficacement. Les

Suite de la page 2 solidarités internationales ne peuvent se faire que contre les directives de l'Union européenne. Le mouvement de solidarité et de convergence avec les cheminots n'a pas été organisé au niveau nécessaire. **La journée d'action, de grève et de manifestation organisée par toutes les organisations CGT des transports le 4 novembre a commencé à corriger cette situation.** Communistes, nous mettons en avant le mot d'ordre : DEFENSE, RECONQUÊTE, EXTENSION DES MONOPOLES PUBLICS DES TRANSPORTS.

Pour la Sécurité sociale, pour la défense de la retraite à 60 ans, nous avons été des millions à défiler en 2010, avec l'appui de plus de 70% de la population. Cette mobilisation, organisée sans véritable appel à la grève, s'est dissoute dans la perspective vague d'un changement après les élections de 2012. Les illusions ont fait long feu. Mais elles nourrissent toujours aujourd'hui, gravement, le désengagement, sur la base de la déception, des tromperies. Nous ne faisons pas partie de ceux qui ont participé à propager ces illusions. La Sécurité sociale est sans doute un des domaines qui souffre le plus visiblement du système politique d'alternance « gauche », droite et de la répartition des rôles entre elles. La droite attaque les prestations – retraite à 60 ans -, la « gauche » détruit le financement avec les exonérations de cotisations patronales imposées avec les prétendues « 35 heures » d'Aubry ou maintenant le « pacte de responsabilité ».

Communistes, nous mettons les luttes pour la sécurité sociale, l'hôpital public, les retraites et allocations familiales au centre, avec la priorité de LE DEFENSE INTRANSIGENTE DU FINANCEMENT SOLIDAIRE PAR LA COTISATION (contre la CSG notamment).

Industrie, Florange, PSA, Alstom : le jeu hypocrite du pouvoir a été démasqué. La « nationalisation » partielle d'Alstom va permettre à Bouygues et ses autres actionnaires de toucher 4 milliards d'euros pour la prise de contrôle de l'Américain General Electric ! OUI A DE VRAIES NATIONALISATIONS DEMOCRATIQUES !

Pour nous, communistes, les enseignements de ces luttes, de leurs limites, de leurs possibilités, sont capitaux. La perspective politique part de leur développement, loin de toutes les combinaisons politiciennes.

Les mobilisations « indignées » contre le système ne suffiront pas. Elles laissent la porte ouverte à toutes les récupérations par les politiciens soucieux de reconstituer une option d'alternance « à gauche » réformiste avant 2017, ou de canaliser la colère vers un « populisme de gauche ».

Le système d'alternance droite/gauche ne peut plus tromper personne. La perspective peut, moins que jamais, être l'échéance institutionnelle de 2017, sur laquelle toute l'attention est rivée. La droite, incapable de se différencier de Hollande sur le fond, va continuer à radicaliser son discours. La « gauche » et le PS tentent de séparer leurs équipes et de recréer une nouvelle illusion à « gauche » avec les députés frondeurs, des personnalités comme Mme Aubry, sur la base du programme « amélioré » de Hollande en 2012... Qui sera dupe de « primaires » en 2016 ou de l'arrivée d'un sauveur providentiel qui fait semblant de découvrir que Hollande n'est pas de « gauche » ?

Devant le discrédit croissant de ce système d'alternance, arrivé au bout, ses tenants ont recours, d'une façon renouvelée, à l'extrême droite, mise en avant jusqu'à la nausée, version Marine Le Pen, pour détourner les colères d'une part, pour valider un consensus politique minimum d'autre part.

La politique ne peut être séparée de la lutte des classes ! Celle-ci doit être replacée au centre de la politique.

Communistes, nous refusons la répétition, toujours en pire, de ce scénario politicien, dans un contexte noir d'exacerbation mondiale des tensions inter-impérialistes, d'implication de notre pays dans les guerres d'Irak, de Syrie et d'Afrique. 30 ans d'alternance, sur fond d'affaiblissement des organisations révolutionnaires historiques de la classe ouvrière en France, ont amené notre pays au bord de la situation politique des Etats-Unis, sous la domination de l'idéologie européenne.

Poste, services publics des transports, sécurité sociale, industrie : nous nous efforçons de contribuer à des luttes partout immédiatement. Services, droit au logement, partout des luttes locales s'élèvent. Les femmes de ménage des hôtels Hyatt et Royal Monceau ont arraché la reconnaissance de leurs droits. 2000 salariés du commerce se sont rassemblés boulevard Hausmann le 14 novembre contre l'extension du travail du dimanche. Toutes ces batailles portent les autres et participent à la perspective politique globale de changement.

Ruptures avec l'UE, refus de ses directives, convergences pour défendre la Sécurité sociale, les services publics, le droit du travail, nationalisations démocratiques : La situation est explosive, Organisons notre colère !



En route vers les primaires 2017! Non merci!

Elections RATP - La CGT à 60% au dépôt de Croix-Nivert : un encouragement pour tous ceux qui résistent et se battent

Les élections professionnelles se sont déroulées à la RATP jeudi 27 novembre.

Au dépôt bus de Croix-Nivert, la CGT se maintient à 60% des voix. C'est un bel encouragement (comme les 57% de la CGT au dépôt de Flandre) pour tous les syndiqués qui font le choix de la résistance et de la lutte à la RATP et même ailleurs, notamment dans les autres entreprises du 15^{ème}.

Ce résultat était loin d'être acquis d'avance.

La polémique très médiatisée (aux origines non-élucidées...) sur l'appartenance de Thierry Lepaon a juste connu une réplique à propos de son bureau, cette fois, la veille du scrutin.

De son côté, la direction de la RATP a fortement poussé ses syndicats « jaunes » et en a créé un nouveau. En complément, sinon en connivence, les gauchistes de Sud-RATP ont focalisé leurs basses attaques sur la CGT.

Les déceptions et désillusions suscitées par la « gauche » au pouvoir ont aussi pu atteindre l'image générale de la CGT dont les directions s'étaient impliquées dans la campagne électorale politique de 2012.

Au niveau de l'ensemble de la Régie, la CGT reste largement en tête mais recule de 33,9% en 2010 à 30,4%.

L'UNSA, divisée en féodalités concurrentes, passe de 25,7% à 22,1%, la CFDT s'effondre de 10,1% à 5,1%, FO recule de 10,1 à 9,6%. Le recul de ces trois syndicats traditionnels de collaboration profite principalement, chez les cadres, à leurs homologues de la CGC, qui bondit de 5,2% à 9,3% et au nouveau syndicat maison SAT, qui obtient 5,2%.

Sud-RATP grappille 1,2% à 15,3% et un nouveau syndicat bidon (maison ?), « anti-précarité », emporte 3,2%, sur fond de dépolitisation d'une partie des agents.

A Croix-Nivert non plus, le contexte n'était pas facile. Depuis 4 ans, la prolongation du tramway T3 a modifié et dispersé la composition du personnel. Dans le même temps, la direction du dépôt s'est surpassée dans le zèle à appliquer les directives de la direction générale en matière de pression sur les conditions de travail, de harcèlement des agents et de répression antisyndicale.

C'est bien la ligne de résistance systématique, dans les instances, mais surtout dans le dépôt et aux terminus, de la CGT de Croix-Nivert qui vient d'être électoralement validée. Les camarades de la section CGT ne laissent rien passer. Ils s'appliquent à démontrer le lien entre les situations apparemment locales voire individuelles et la politique générale de l'entreprise, de la région et du gouvernement en vue de la mise en concurrence, de la privatisation et du profit privé.

C'est cette rigueur syndicale qui a permis de mobiliser massivement, de faire reculer la direction. C'est elle qui déchaîne la haine des syndicats de collaboration, gauchistes comme réformards. C'est elle qui vient d'être justement reconnue et récompensée.

Félicitations aux camarades de la CGT de Croix-Nivert !



40ème anniversaire de la loi libéralisant l'IVG.

Rappeler les luttes des communistes, notamment aux Chèques postaux

En 1974, Simone Veil, déléguée par la réaction pour faire passer à droite une concession devenue inévitable, a courageusement essuyé les attaques de son propre camp. **Mais l'avancée revient largement au combat et à la mobilisation animés notamment par les communistes, partant des réalités de classe vé-**

cues par les femmes et les familles travailleuses, loin aussi souvent des préoccupations du féminisme bourgeois.

A l'Assemblée Gisèle Moreau, députée PCF, fait référence à la grève en cours aux PTT, les jours mêmes du débat parlementaire sur l'IVG, notamment aux Chèques Postaux Bourseul dans le 15ème, à l'appel de la CGT, avec l'appui de la section du PCF. Les questions des droits des femmes, de la condition de la femme travailleuse, du couple et de la famille sont au centre de cette lutte.

"Je pense à ces ouvrières soumises à de hauts rendements et qui rentrent chez elles harassées ; je pense à ces vendeuses qui

restent debout toute la journée et à ces employées des services téléphoniques et des chèques postaux – qui sont en grève actuellement – et qui sont nerveusement épuisées. A Paris-Bourseul, elles sont 14 000, ce qui représente la plus grande concentration féminine d'Europe. On leur refuse une crèche qu'elles demandent depuis des années." Elle sera gagnée.

Il est vraiment important de rappeler ces positions, ces luttes, de les replacer dans leur contexte pour continuer aujourd'hui la bataille contre l'alliance des capitalistes et des réactionnaires.

XVème quartiers: contre la spéculation!

Tour Triangle : le PCF Paris 15, outré par les procédés de la municipalité d'Anne Hidalgo, demande des comptes à la Porte de Versailles comme à Beaugrenelle

Communiqué, PCF Paris 15, 17 novembre 2014

La section du PCF Paris 15 enregistre le vote négatif du Conseil de Paris, ce jour, par 83 voix contre 78, sur la délibération qui aurait permis l'édification d'une tour de bureaux de 92.000 m² à la Porte de Versailles dans le 15^{ème} arrondissement.

Nous rappelons notre opposition totale, depuis le départ – voir nos communiqués et tracts successifs depuis 2009, à ce projet spéculatif, 60 fois plus coûteux que le barrage controversé de Sivens.

Le résultat du vote n'est pas pour nous surprendre. Il correspond aux intentions affichées des différents groupes politiques. Il correspond surtout, plus fondamentalement, au défaut de volonté réelle du promoteur Unibail de réaliser le projet. Unibail, via sa filiale Viparis, a pu bénéficier grâce à cette annonce, d'une reconduction, outrageusement avantageuse, par la municipalité de Paris, de la concession du Parc des Expositions. La construction d'une nouvelle tour de bureaux dans un secteur saturé s'est avérée d'une rentabilité douteuse. Voilà qui explique le revirement de la droite sur le sujet, au-delà de quelques préoccupations locales.

La municipalité d'Anne Hidalgo, soutenue par d'autres groupes de pression patronaux, dont le Medef Paris et des patrons du bâtiment, a cru pouvoir faire passer quand même son projet « emblématique » de son choix de plonger Paris dans la concurrence mondiale des capitales du capitalisme.

Les procédés retenus Anne Hidalgo nous affligent et nous scandalisent. Depuis des mois, des moyens publics sont gaspillés à faire la publicité du projet.

Au Conseil de Paris, elle a osé, avec les élus PS, recourir à un vote à bulletins secrets pour tenter de le faire passer. Pointilleuse jusqu'à l'extrême sur la démocratie participative lorsqu'il s'agit notamment du ramassage des déjections canines, Mme Hidalgo pré-

fère le vote caché quand il s'agit d'un investissement de 200 mètres de haut et de 500 millions d'euros de coût ! Hidalgo a fait le pari de protéger les élus sensibles aux pressions, de les exonérer de leurs responsabilités publiques. Quelle honte ! Quel mépris pour les Parisiens ! Elle a perdu. Cela ne nous empêchera pas de condamner la manœuvre pour l'avenir, pour la démocratie à Paris.

Les élus communistes de Paris, loin de se désolidariser, ont suivi Hidalgo. Cette situation, qui prolonge les lourdes ambiguïtés de l'alignement aux municipales, dès le 1^{er} tour, sur les listes du PS, ne peut plus durer. D'une mandature à la suivante, les élus du groupe PCF-Front de gauche, derrière Ian Brossat, promu depuis par Hidalgo, ont repris les arguments les plus fallacieux et éculés pour justifier la Tour Triangle et les grands projets immobiliers capitalistes de la municipalité, envers et contre tous, sourds aux avis des militants de base. Nous n'arrivons pas à imaginer comment, ce matin, les élus PCF-FdG, ont pu accepter de participer à un vote secret pour faire passer un tel projet.

Communistes, nous n'acceptons pas, nous n'avons jamais accepté, que quelques élus nous fassent passer pour les « J'en croque » du social-libéralisme à Paris, et par extension, en France, au bénéfice de nos adversaires ou de partenaires malintentionnés.

Nous demandons le respect du vote du Conseil de Paris contre la Tour Triangle, l'assurance des élus PCF-FdG qu'ils ne céderont pas aux manœuvres administratives et judiciaires lamentables annoncées ce matin par Mme Hidalgo. Plus que jamais, nous demandons, l'ouverture dans le PCF d'un débat sur la politique immobilière de la municipalité Delanoë-Hidalgo.

Le dossier de la Porte de Versailles est indissociable de scandales restés tus, bien malgré nous, à, à peine un km de là. A Beaugrenelle le promoteur Gécina a



enregistré une plus-value de 250 millions d'euros supérieure à ses propres attentes avec la cession du nouveau centre commercial. Le patron douteux du promoteur Apsys, Maurice Bansay, a vu du même coup sa fortune personnelle s'élever en une seule année de 180 millions d'euros grâce au projet encouragé par la municipalité et Mme Hidalgo. Tous cela aux dépens des habitants et des contribuables!

Les contradictions des promoteurs autour de la Tour Triangle peuvent et doivent conduire à une remise à plat complète des politiques de soumission à l'argent de la municipalité de Paris.

Les habitants du 15^{ème}, les contribuables parisiens, les démocrates peuvent compter sur la probité et le travail des communistes du 15^{ème}.

[Faire fortune dans le 15^{ème}, c'est possible ! Grâce à l'opération Beaugrenelle, Maurice Bansay, patron d'Apsys, « pèse » maintenant 260 millions d'euros. Merci la municipalité de Paris...](#)

La lecture du classement des 500 plus grandes fortunes de France, publié par le magazine Challenges, nous l'enseigne: Bansay s'est enrichi d'au moins 185 millions d'euros dans la seule année 2013. PDG et principal actionnaire du promoteur Apsys, maintenant seul aux commandes du centre commercial Beaugrenelle, il a bénéficié en plein de la survalorisation de la vente du centre fin 2013, avant même son ouverture. Les riverains qui subissent les hausses de loyers (ILN/HLM comme à la Tour Beaugrenelle), la réduction des équipements publics, les nuisances, après celle des travaux apprécient. La lutte continue contre ce scandale!

CONTRE LE TRAVAIL DU DIMANCHE

La mobilisation contre le travail du dimanche s'amplifie !

Le 14 novembre, sur un appel intersyndical, près de 2000 salariés se sont rassemblés boulevard Haussmann, au pied des grands magasins, pour exprimer le refus de l'extension du travail du dimanche. Par son nombre et sa diversité, cette mobilisation marque une étape importante pour l'amplification de la lutte.

Une délégation de notre section a participé à la manifestation. Nous continuons à faire signer notre [nouvelle pétition lancée en septembre](#). Dans le 15^{ème}, les salariés des secteurs Montparnasse et Beaugrenelle sont les premiers menacés, ainsi que ceux des grands Monoprix, par ricochets les petits commerces.

Depuis, le ministre Macron a précisé le contenu des mesures qu'il veut faire voter au Parlement, à défaut –semble-t-il- de pouvoir les prendre par décret. Le nombre d'autorisations annuelles d'ouvertures possibles le dimanche serait porté de 5 à 12 dont 5 accordées automatiquement. De nouvelles zones touristiques « internationales » seraient instituées où, comme autour de certaines gares, l'ouverture des commerces le dimanche serait entièrement banalisée. Les grands magasins parisiens seraient notamment concernés. Des contreparties pour les salariés seraient généralisées, avec un régime encore plus favorable au patronat dans les entreprises de moins de 20 salariés, qui représentent l'écrasante majorité des emplois concernés. **Tout le paquet est inacceptable !**

Il n'est nul besoin d'être économiste pour savoir que les consommateurs, au pouvoir d'achat sans cesse entamé, ne dé-



penseront pas plus dans le mois parce que les commerces seront ouverts le dimanche ou la nuit. Les touristes non plus !

Pas besoin d'être économiste pour prévoir que les patrons ne créeront pas d'emplois mais répartiront et flexibiliseront le temps de travail des salariés, au mépris encore davantage de leur vie privée.

Les objectifs des commis du Medef Macron et Fabius sont bien d'exacerber la concurrence au profit des plus grands groupes, aux dépens de la vie de quartier, de banaliser dans le commerce et dans l'ensemble de l'activité économique le travail du dimanche afin de comprimer encore les conditions de travail et de rémunération.

A Paris, depuis 10 ans à Beaugrenelle, comme pendant la campagne électorale des municipales, Anne Hidalgo, comme une partie de la « gauche », a soigné l'ambiguïté sur ses intentions sur la question. Si la sombre décision revenait au gouvernement, elle pourrait se défausser sur lui au prix de quelques déclarations de principe et faire oublier son soutien à Valls.

Elle peut compter entre autres sur nous pour lui éviter cette hypocrisie et l'inviter à dépasser les paroles pour prendre des actes conséquents. Ce serait tant mieux !

Plus que jamais, nous demandons le gel de l'extension des zones classées « touristiques », l'application de la majoration de 100% et du jour de compensation à tous les salariés des métiers du commerce travaillant le dimanche (même pseudo-volontaires),

Travail du dimanche, c'est NON ! Travail de nuit, c'est NON aussi !

Fermeture programmée de l'hôpital du Val de Grâce, intensification des attaques militaires françaises à l'extérieur : les vases communicants !

L'actualité des annonces gouvernementales permet des rapprochements saisissants.

Le pouvoir fait en ce moment voter par le Parlement une rallonge de 600 millions d'euros pour régler la note, pour la seule année 2014, de sa participation à la guerre américaine en Irak, de la prolongation des interventions militaires au Mali et en Centrafrique, qui étaient censées durer quelques mois....

Dans le même temps, le ministère de la Défense annonce la fermeture d'ici 2 ans de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, le plus prestigieux et emblématique établissement du Service de santé des armées. Il avance le motif du coût excessif de la remise aux normes d'hôpital qui se monterait à 180 ou 240 millions d'euros, sur plusieurs années.

Le gouvernement de la France bombarde, détruit, tue sur des fronts éloignés de 5000 km, il liquide les hôpitaux à l'arrière dans le pays. Quel symbole ! Il y a bien une cohérence cependant. Là, on défend les intérêts cyniques des multinationales du

pétrole, des marchands de canons, ici on accélère la privatisation de l'offre de soins dans l'intérêt de ceux qui font de l'argent sur notre santé.

La décision de fermer le Val-de-Grâce est tout simplement inacceptable. Ce qui doit être modernisé, ce n'est pas le splendide monument du 17^{ème} siècle, affecté à différents services administratifs, mais un bâtiment déjà hautement fonctionnel construit dans les années 1970. Etablissement de prestige, accueillant dans des conditions de sécurité exceptionnelle, des patients à protéger, le Val-de-Grâce est aussi et surtout une structure publique recevant 75% de patients civils de la Région parisienne. Une priorité est aussi faite aux anciens combattants, aux combattants, à ceux qui ont défendu le pays, à ceux que les gouvernements ont envoyés et sacrifiés pour des causes plus ou moins douteuses ailleurs. Le ministère des Armées les abandonne maintenant !

L'ensemble des hôpitaux du Service de santé des armées est menacé par la suppression de sa figure



de proue et, avec, de centaines d'emplois.

La nouvelle ne tombe pas dans un ciel serein. Le pouvoir a préparé son coup. Des médecins spécialistes ont été invités à gagner des cliniques privées comme le suivi du président algérien Bouteflika, établi maintenant à Grenoble. Des services ont été déjà victimes du jeu de chaises musicales engagé dans les hôpitaux publics parisiens, dont celui de pneumologie. Le service délocalisé de l'Hôtel-Dieu l'a remplacé. La fermeture annoncée du plus prestigieux hôpital militaire fait sombrement écho à la fermeture de fait du plus vieil hôpital de France.

La fédération CGT des Travailleurs de l'Etat a engagé la lutte contre la liquidation du Val-de-Grâce. 35.000 pétitions ont été recueillies à Paris. Des personnalités s'insurgent devant l'atteinte à l'excellence de la médecine militaire française.

Communistes, nous participons à cette lutte. Halte au gâchis ! Halte au cynisme ! Des hôpitaux, pas des bombes !